

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1974)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1655

présenté par
Mme Dalloz

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 15 BIS A, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 2213 – 1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2213-1-1 A ainsi rédigé :

« *Art. L. 2213-1-1 A.* – Le maire peut saisir le représentant de l'État dans le département de demandes motivées de modification de la vitesse maximale autorisée sur certaines voies ou portions de voies relevant du domaine de la commune. Ce type de demande ne peut être rejeté qu'à l'appui d'une motivation circonstanciée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à permettre sous condition aux maires, au titre de leur pouvoir de police en matière de circulation, de demander au Préfet une application différenciée des limitations de vitesse selon leur dangerosité, de routes ou de portions de routes relevant du leur propre domaine.

Dans certains départements, notamment de montagne, les voies structurantes sont, pour l'essentiel, intercommunales.